



Intégrer l'Europe de l'Est à l'UE : une erreur ? Premières réflexions

Notes du CAPE n°22

Le titre sera choquant pour certains : tant mieux. Le but est de provoquer le débat, pas de prendre une position définitive. Et bien entendu, ces propos n'engagent que l'auteur de ces lignes, et pas le CAPE en général. En fait, notre directeur de la publication, Didier Chaudet, a ajouté sa signature à une [lettre ouverte](#) du *Balkanist* au *Washington Post*. Elle visait à s'opposer à une vision trop caricaturale de l'Europe de l'Est dans un des articles du journal.

Bien entendu, l'auteur de ces lignes rejette également toute caricature de l'Europe de l'Est prise comme un tout. Mais il considère également que des différences historiques sérieuses peuvent légitimement remettre en question le sentiment que l'UE unifie forcément, pour toujours, Europes de l'Ouest et de l'Est.

Qu'on se souvienne de l'époque du grand élargissement à l'Est en 2004, faisant entrer dix pays d'un seul coup. Pourquoi ? Parce qu'ils sont « européens », bien évidemment. Mais les pays des Balkans, le Belarus, et, si on veut être taquin, une partie de la Turquie, le sont également. Devrait-on les intégrer immédiatement ? Bien sûr que non. Parce que l'UE est un projet politique exigeant (si on le prend au sérieux), et pas seulement un grand marché ou une question de géographie. Hélas c'est la vision mercantile (l'Europe d'abord comme marché) et simpliste (ils entrent dans l'UE parce qu'ils sont géographiquement européens) qui semble l'avoir emporté à cette époque. Il faut ajouter à cela une probable conception naïve de l'Europe de l'Est dans l'esprit des leaders européens de l'époque. De Brest à Varsovie, de Riga (voire de Kiev, mais ici on se heurte à la Russie et aux limites de la vision géographique, d'où une certaine prudence...) à Athènes, nous serions tous les mêmes, fondamentalement, malgré une Histoire récente pour le moins différente. Donc une intégration rapide allait forcément de soi. Avec des Européens de l'Est s'adaptant rapidement à tous les niveaux, sans poser de problèmes aux 'grands' Etats et à la structure communautaire... Terrible naïveté, qui pourrait signer l'arrêt de mort de l'UE bien plus sûrement que le Brexit.

On l'a vu avec la crise grecque mais aussi avec les problèmes de corruption dans des pays comme [la Hongrie](#), ou dans le rapport à l'Etat de droit et à la justice comme récemment en [Pologne](#) : les visions et traditions politiques et économiques entre les différentes zones de l'UE actuelle ne se rejoignent pas forcément. C'est parfois dû à une Histoire encore plus ancienne que l'influence soviétique pour les Européens qui ont subi l'invasion de l'URSS. Bien sûr, tous les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas les mêmes. Mais de fait, le couple franco-allemand, cœur de l'UE, fait sens par nos visions communes en termes de bonne gouvernance, d'Etat de droit, de séparation des pouvoirs, de lutte contre la corruption. Cette approche est également partagée par la Grande Bretagne et l'Irlande, par les pays scandinaves, par l'Espagne et l'Italie... mais c'est plus problématique de dire la même chose de nos cousins de l'Est. Or si nous n'avons pas les mêmes exigences en terme d'Etats de droit, de lutte contre le



népotisme/la corruption, de fonctionnement démocratique, de rapport aux minorités, cela devient problématique pour notre avenir en commun. Quand des pays acceptent le « modèle européen d'origine » (comme cela a été le cas d'un pays comme l'Espagne, en tout cas jusqu'à la crise récente en Catalogne), l'Union entre Européens en sort renforcée. Mais ce qu'on voit avec la Pologne et la Hongrie, ce sont des pays dont les gouvernements qui ne respectent clairement pas les valeurs européennes, la solidarité européenne (question des réfugiés)... mais qui veulent les avantages d'être des Etats-membres, comme si c'était un dû. Cette attitude est dangereuse pour l'âme de l'UE, pour sa survie même. Si notre Union n'est pas fondée sur des valeurs communes, et une solidarité réelle, alors elle ne survivra pas telle qu'elle est en ce moment.

Les Europes de l'Ouest et de l'Est n'ont pas la même Histoire, et cela a également des conséquences importantes pour la géopolitique européenne. L'Europe de l'Ouest a été au cœur des grandes explorations internationales, qui ont découvertes le Nouveau Monde ; c'est le siècle géographique des grandes puissances européennes au niveau international : la France, la Grande Bretagne, avant eux l'Espagne et le Portugal, se sont imposés en Europe parce qu'ils ont su aussi s'imposer au monde. Londres et Paris ont été à la tête de grands Empires coloniaux jusqu'aux débuts de la Guerre froide. Cela crée un rapport au monde qui n'est pas le même : on l'a vu lors de son entretien fleuve pour *Le Point*, un président français comme [Emmanuel Macron](#) ne peut tout simplement pas abandonner le désir historique français d'être un élément clé dans les relations internationales contemporaines. Ce passé et cette ambition signifient aussi un rapport différent à l'Autre, et à l'immigration. Elle fait partie de l'Histoire de pays comme la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, et par extension, toute l'Europe de l'Ouest, l'Europe prospère et anciennement coloniale. Il y a, bien sûr, du racisme en Europe de l'Ouest. Mais la tradition du rapport à l'étranger est plus ancienne, mieux acceptée en général, dans cette partie de l'Europe.

L'Europe de l'Est est radicalement différente : des pays comme la Hongrie ou la Pologne ont longtemps été dominés dans le cadre d'Empires continentaux. Quand à Londres, Paris ou Berlin, on regarde le monde, à Varsovie ou à Budapest, on regarde principalement ce qui se passe chez les voisins d'Europe centrale et orientale, aux Etats-Unis, et en Russie. Les ambitions ne sont pas internationales, et le but n'est pas de devenir une grande puissance, mais de maximiser ce qu'on peut obtenir des autres grandes puissances, comment on peut s'autonomiser face à elles également... Deux philosophies plutôt différentes, pour deux Europes qui ne sont décidément pas les mêmes.

Au-delà de ce différent rapport au monde, ce qui compte, c'est bien sûr le fossé géopolitique entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est. En bref : nos cousins de l'Est sont obsédés par la Russie ; c'est compréhensif, suite à l'invasion soviétique post-Seconde Guerre mondiale. Mais entendre dire que la Russie est plus dangereuse que [Daech](#), comme cela a été affirmé par le ministre polonais des Affaires étrangères Witold Waszczykowski, pour un Européen de l'Ouest, c'est tout simplement ridicule. Le Kremlin est parfois un partenaire, et d'autres fois un concurrent/un problème pour Paris, Berlin et Bruxelles. La distance géographique et les différences historiques font qu'en Europe de l'Ouest, on a su comprendre plus vite qu'à l'Est que la Guerre froide est maintenant terminée. Oui, la Russie reste une grande puissance, donc elle tente d'avoir une influence sur ses voisins. Mais il serait hypocrite de ne pas voir que c'est le cas de toutes les autres grandes puissances. Si les pays d'Europe de l'Est veulent éviter cela,



rien de plus simple : devenir les fers de lance d'une intégration européenne plus forte, plus politique, mais aussi militaire. Hélas, historiquement, l'Europe de l'Est a choisi la voie la plus facile après la Guerre froide : l'intégration à l'UE a trop souvent été voulue dans un cadre plus général d'association au camp « occidental » (notion qui n'a pas grand sens), donc liens plus poussés avec Washington, et intégration dans l'OTAN. On remarquera que pour les pays d'Europe de l'Est, il a été très facile, trop facile, de choisir un camp lors de la [guerre d'Irak de 2003](#) : la Pologne, la Tchéquie, la Hongrie, entre autres, se sont vite soumis à l'agenda des néoconservateurs américains. Bien entendu, sur ce sujet, l'Europe de l'Ouest n'est pas innocente : l'Europe de l'Est continue à craindre Moscou, et le couple franco-allemand n'a pas été assez sérieux dans la construction d'un ensemble politique, diplomatique et militaire autonome. Ce qui est nécessaire à une époque où l'attitude russe est critiquable et agressive, en Géorgie et en Ukraine. Mais cela ne change guère le fait que les logiques géopolitiques à l'Est et à l'Ouest sont radicalement différentes : quand Varsovie regarde vers Moscou et Washington, Paris ou Berlin regarde le monde... les priorités ne peuvent être les mêmes.

Devrait-on donc proposer un « divorce » à l'amiable entre les deux Europes ? Ce n'est pas impossible. Mais ce n'est pas une fatalité. L'UE est avant tout une construction politique : elle peut se maintenir et même influencer la réalité à terme. Pour répondre aux intérêts de l'Europe de l'Ouest *et* de l'Europe de l'Est, l'UE doit évoluer vers une notion de Grande Puissance, capable de se défendre et d'user de la force pour cela, mais aussi d'assurer une bonne gouvernance générale à l'intérieur. Une partie des élites dans les différents Etats-membres n'aimera pas cette idée : à l'Ouest comme à l'Est, cela pourrait toucher à certaines de leurs prérogatives. Et dans certains pays à l'Est, la résistance sera farouche, si une Union Européenne plus active se montre (enfin !) plus ferme dans la lutte contre la corruption et dans la recherche d'une intégration plus poussée. Mais il est difficile d'imaginer une quelconque tiédeur ici, si on veut la survie de l'UE. Si notre Union ne devient pas plus forte au sens classique du terme, Varsovie et ses voisins regarderont toujours vers Washington, et seront de fait des satellites de l'influence américaine. Et si la Pologne et la Hongrie continuent à vouloir l'argent de l'Europe mais pas ses valeurs ou un quelconque principe de solidarité, de plus en plus de Français, d'Allemands, et d'autres Européens de l'Ouest, vont ouvertement poser une question que certains, honnêtement, se posent déjà. En fait, il s'agit plutôt de deux questions : pourquoi rester associés à des pays qui ne nous respectent pas et qui préfèrent des forces extra-européennes à leurs cousins européens dès que l'occasion se présente ? Pourquoi devrait-on être en nouvelle guerre froide avec la Russie pour satisfaire les ambitions des faucons à Varsovie et à Washington ?

Il serait bon qu'une saine réflexion s'engage sur ces sujets, non seulement à Paris, Berlin et Bruxelles, mais aussi à Varsovie et ailleurs en Europe de l'Est. Ce serait une erreur pour cette partie de l'Europe de penser que l'Europe de l'Ouest a une « dette » envers elle. Une telle vision pourrait, en fait, provoquer un divorce entre Ouest et Est à l'avenir.